



MEMBER OF



MARCHE DE FOURNITURES

Marché n°2025-04

FOURNITURE ET MISE EN PLACE D'ECLAIRAGE LED HALLE SPORTIVE UTT

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Date limite de remise des offres :
27 juin 2025 à 12h00

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**SOMMAIRE**

ARTICLE PREMIER : OBJET ET FORME DU MARCHE	4
1.1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 : PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 3 : CONTENU DES PLIS POUR LA REMISE DES OFFRES	4
ARTICLE 4 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES & OFFRES	5
4.1 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	6
4.2 – VISITES DES LIEUX	6
ARTICLE 5 : REMISE DES OFFRES	6
5.1 – REponses DEMATERIALISEES	6
5.2 – REponses SOUS FORME PAPIER (COPIE DE SAUVEGARDE LE CAS ECHEANT ET UNIQUEMENT)	7
ARTICLE 6 : OBJET DU MARCHE	7
ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 8 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
ARTICLE 9 : EXECUTION DU MARCHE	8
9.1 – CONDITIONS DE LIVRAISON	8
9.2 – DELAI D'EXECUTION & DE LIVRAISON	8
9.3 – PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON ET DE REPARATION	8
9.4 – INSTALLATION, FORMATION	8
9.5 – PRISE EN CHARGE ET VISITE DES LIEUX	8
9.6 – OPERATION DE VERIFICATION	8
ARTICLE 10 : PRIX	9
10.1 – FORME DES PRIX	9
10.2 – CONTENU DES PRIX DES MATERIELS	9
10.3 – PRIX DE REGLEMENT	9
ARTICLE 11 : FACTURATION ET MODE DE REGLEMENT	9
11.1 – AVANCE FORFAITAIRE	9
11.2 – FACTURATION	9
11.3 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	10
11.4 – INTERETS MORATOIRES	10
ARTICLE 12 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	10

ARTICLE 13 : DROIT, LANGUE, MONNAIE, DEROGATIONS

10

PARTIE 1 : AVIS ET RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et forme du marché

1.1 – Objet de la consultation

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent :

Fourniture et mise en place d'éclairage LED Halle sportive de l'UTT.

Lieu(x) d'exécution : Halle sportive de l'Université de Technologie de Troyes, 10000 TROYES

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont : **31527260-6 Systèmes d'éclairage.**

1.2 – Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article L.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.

Cette consultation sera passée en application de l'article R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

Le dossier de consultation est disponible sur la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

1.3 – Conditions de la consultation

1.3.1 – Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3.2 – Variante

Sans objet.

1.3.3 – Phases / tranches

Sans objet.

1.3.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **60 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Article 2 : Présentation du pouvoir adjudicateur

Université de Technologie de Troyes (UTT)

Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé :

12 rue Marie Curie – CS42060 – 10004 TROYES CEDEX, enregistré sous le n° SIRET 19101060200032

Représentée par Monsieur Christophe COLLET, agissant en qualité de directeur.

Ci-après dénommée « l'UTT »

Article 3 : Contenu des plis pour la remise des offres

Le candidat remet un dossier comprenant les pièces suivantes :

- La lettre de candidature, complétée (modèle recommandé : formulaire DC1)
- La déclaration du candidat, complétée (modèle recommandé : formulaire DC2)
- Ou le DUME
- Le présent document (C.C.A.P)

- Un RIB et toutes les informations légales du candidat (notamment n° SIRET, code APE, et n° TVA intracommunautaire).
- **L'acte d'engagement complété, signé électroniquement** et son annexe 1 si co-traitance.
- Une offre financière sous la forme d'un prix global et forfaitaire détaillée (DPGF)
- Un mémoire technique comprenant notamment :
 - La méthodologie d'intervention avec un planning prévisionnel associé
 - Les fiches techniques du matériel envisagé (en français ou traduites),
 - Toute information complémentaire utile à l'étude de l'offre
- Les considérations environnementales relatives aux matériels
- Le certificat de visite dûment rempli et signé

Article 4 : Critères de sélection des candidatures & offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières

Capacités professionnelles

Parmi les offres présentées, seront écartées les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-1 à 4 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique.

Toutefois, l'Université peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Parmi les candidats ayant remis un dossier complet et une offre conforme aux exigences de l'Université, les critères suivants seront pris en compte pour la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, selon la pondération indiquée :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1 – Valeur technique au regard du mémoire technique	50%
2 – Prix	30%
3 – Développement durable (durée vie produit, labels)	20 %

Le prix des prestations sera apprécié de la façon suivante : l'offre qui présentera le prix en euro le moins élevé se verra attribuer la note maximale. Les autres notes seront attribuées proportionnellement à l'offre la moins élevée selon la formule suivante :

$$30 \times (\text{Prix le plus bas proposé par l'ensemble des candidats} / \text{Prix proposé par le candidat})$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le mode de calcul pour le critère valeur technique est le suivant :

La conformité de l'offre par rapport aux exigences minimales du CCTP sera vérifiée. La valeur technique des offres conformes est examinée au regard des informations transmises par les entreprises dans le cadre du mémoire technique.

4.1 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande obligatoirement sur le profil acheteur : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

4.2 – Visites des lieux

Les demandes de rendez-vous pour visiter les lieux sont à adresser via la plateforme PLACE. Une réponse sera apportée sur ce même support.

Article 5 : Remise des offres

Les candidats doivent remettre leur réponse à la présente consultation au plus tard aux dates et heures indiquées en page de garde du présent document.

Les réponses qui parviendraient après cette date, quel que soit le mode de dépôt, seront éliminées.

L'unique mode de transmission est l'envoi par voie électronique (réponse dématérialisée).

NB : Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule sera ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel.

5.1 – Réponses dématérialisées

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme (Profil d'acheteur) PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site PLACE un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les seules extensions de fichiers autorisées sont .doc .odt .xls .ods .pdf .rtf .jpg .jpeg .ppt .dwg. Les fichiers peuvent être compressés dans un .zip.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée (acte d'engagement) doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format PAdES de préférence, XAdES, CAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront signés électroniquement par l'acheteur. De même la notification du marché sera faite électroniquement via la plateforme PLACE.

5.2 – Réponses sous forme papier (copie de sauvegarde le cas échéant et uniquement)

La copie de sauvegarde est facultative.

La copie de sauvegarde est une copie à l'identique de la réponse électronique destinée à se substituer en cas d'anomalie, aux dossiers de candidature et de l'offre transmis par voie électronique.

En aucun cas, la remise d'une copie de sauvegarde autorise un candidat à ne pas déposer son offre par voie électronique.

Le candidat peut s'il le souhaite déposer une copie de sauvegarde sur support physique (CD ROM, Clé USB, papier) avant les dates et heures limites de réception des offres.

Les copies de sauvegarde peuvent être envoyées ou déposées à l'adresse suivante :

Université de Technologie de Troyes

Direction des affaires financières

12 rue Marie Curie

CS 42060

10004 TROYES cedex

Et portent obligatoirement la mention :

"MAPA N°2025-04 – COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR"

PARTIE 2 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

Article 6 : Objet du marché

La présente consultation a pour objet la fourniture et la mise en place d'éclairage LED à l'intérieur et l'extérieur de la Halle sportive de l'Université de Technologie de Troyes (UTT).

Article 7 : Durée du marché

La durée du marché est de 3 mois maximum et le délai d'exécution démarre suite à la validation du planning d'exécution qui clos la période de préparation par le Directeur du Patrimoine de l'UTT.

Article 8 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E) et son annexe si co-traitance
- Le présent C.C.A.P (et ses annexes éventuelles)
- Le C.C.T.P.
- Le CCAG-FCS consultable à l'adresse suivante :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- Le bordereau du prix global et forfaitaire
- Le calendrier d'exécution définitif
- Le mémoire technique du candidat

Les contractants déclarent parfaitement connaître le CCAG/FCS bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché

Article 9 : Exécution du marché

9.1 – Conditions de livraison

Le transport, le déchargement (manutention incluse), la livraison, frais de port et d'emballage auront lieu à la Halle sportive de l'Université de Technologie de Troyes, rue Fernand Sastre, 10430 Rosières-Près-Troyes.

La Halle sportive ne dispose pas de quai de déchargement.

Tous ces frais sont à la charge du fournisseur.

9.2 – Délai d'exécution & de livraison

Le délai global d'exécution est de 3 mois, il démarre à la notification du marché et englobe la période de préparation de quinze jours, le repliement du matériel et le nettoyage des lieux.

Les prestations démarrent suite à la validation du planning d'exécution par le Directeur du Patrimoine de l'UTT.

9.3 – Pénalités pour retard de livraison et de réparation

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai de livraison est expiré sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG FCS.

Les pénalités de retard ne seront pas appliquées en cas de force majeure (pandémie, guerre, pénuries) empêchant de facto le titulaire de livrer ou se déplacer sur présentation de justificatifs.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, si le délai maximum de livraison sur lequel le titulaire s'est engagé est dépassé, l'Université se réserve la possibilité de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée de 50€ par demi-journée de retard.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

9.4 – Installation

L'installation des fournitures objet du marché sera réalisée comme indiqué dans le CCTP et le mémoire technique.

9.5 – Prise en charge et visite des lieux

Le titulaire est réputé parfaitement connaître la constitution des locaux ainsi que les règles de sécurité applicables en pareille partie. Une visite obligatoire des lieux sera effectuée et donnera lieu à la signature d'un certificat de visite.

9.6 – Opération de vérification

Les opérations de vérification quant à la conformité du matériel, sont effectuées sur l'initiative du pouvoir adjudicateur, en présence du titulaire et d'un représentant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG FCS.

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, elle prononce l'ajournement, qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations. La réception définitive sera prononcée uniquement quand les prestations seront totalement conformes aux stipulations du marché (l'ANNEXE 1 AU CCAP est remplie et signée à ce titre). Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, la vérification quantitative et qualitative court sur 1 mois.

Article 10 : Prix

10.1 – Forme des prix

Le matériel sera réglé à prix forfaitaires sur la base de la proposition faite par le titulaire dans l'acte d'engagement.

10.2 – Contenu des prix des matériels

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison. Il comprend également la prestation de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche de l'ensemble du matériel et la garantie légale.

La livraison, l'installation et la mise en route du matériel seront effectuées par le titulaire, sous sa responsabilité.

10.3 – Prix de règlement

Les prix contenus dans l'offre sont fermes et non actualisables.

La monnaie de compte est l'euro.

Article 11 : Facturation et mode de règlement

11.1 – Avance forfaitaire

Une avance est accordée au titulaire, sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €/HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; Ce taux est porté à 30% si la commande est destinée à une PME.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

11.2 – Facturation

La facturation sera établie à l'admission des prestations, objets du marché.

Le mode de règlement est le virement administratif.

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'Université de façon dématérialisée exclusivement via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les factures afférentes au paiement seront établies portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal
- le numéro du marché (2025-04)
- Le numéro du bon de commande (ATT-2025-xxxxxx) qui correspond au n° d'engagement demandé dans Chorus
- la désignation des prestations
- le montant HT des prestations

- le taux et le montant de la TVA
- le montant TTC des prestations
- la date de facturation

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur de l'Université de Technologie de Troyes.
Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de l'Université de Technologie de Troyes.

11.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service financier dès lors que la facture a bien été présentée après admission des prestations.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué au présent marché à partir de son RIB.

11.4 – Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 12 : Clauses complémentaires

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent marché et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché.

Article 13 : Droit, langue, monnaie, dérogations

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Le titulaire est tenu de mettre l'U.T.T. en liaison avec un interlocuteur parlant français couramment (cas où le titulaire est de nationalité étrangère). La monnaie de compte et de règlement du marché est l'euro.

L'article 9.3 déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS (pénalités)

L'article 9.6 déroge à l'article 28.2 du CCAG FCS (vérifications)

L'article 12 déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG FCS (modifications avenant)